



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-385 du 1^{er} octobre 2025, mettant en demeure la société Global Switch de respecter les articles 6.III, 15.I, 17, 18.I et 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi des équipements sous pression et des récipients à pression simple, applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement qu'elle exploite 7-9, rue Petit à Clichy-la-Garenne.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment ses articles L171-7, L171-8 et L.511-1,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022 portant nomination de monsieur Pascal GAUCI en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général des Hauts-de-Seine,

Vu le décret du 31 octobre 2024 portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple,

Vu l'arrêté DATE n° 2009-135 du 5 octobre 2009 autorisant la Société Centre ICT (GLOBAL SWITCH) à exploiter des installations de combustion (groupes électrogènes) et de réfrigération soumises à autorisation ainsi que des installations de stockage de liquides inflammables soumises à déclaration à Clichy-la-Garenne 7-9, rue Petit,

Vu l'arrêté SGAD n°2025-26 du 22 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 30 juin 2025 dans l'établissement de la société Global Switch situé 7-9, rue Petit à Clichy-la-Garenne,

Vu le rapport du service d'Inspection des Installations Classées de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France en date du 27 août 2025 constatant, à la suite de la visite précitée, le non respect des articles 6.III, 15.I, 17, 18.I et 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité,

Vu le même rapport du 27 août 2025 proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société Global Switch afin qu'elle respecte les dispositions réglementaires précitées,

Vu le courrier en date du 28 août 2025 du directeur adjoint de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de DRIEAT d'Ile-de-France, transmettant à l'exploitant le rapport du 27 août 2025 et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que l'Unité Départementale de Paris de la DRIEAT d'Ile-de-France avait constaté, dans un rapport du 31 janvier 2020, que la liste des équipements sous pression présentée par la société Global Switch n'était pas complète et que sa liste des bouteilles d'extinction n'était pas exploitable,

Considérant que l'Unité Départementale de Paris de la DRIEAT d'Ile-de-France avait constaté, dans ce même rapport, que la société Global Switch :

- n'avait pas fait réaliser le contrôle périodique réglementaire des groupes froids mis en service en 2011,
- n'avait pas mentionné les armoires de climatisation dans le référencement de ses équipements soumis au suivi en service, entraînant l'absence l'impossibilité d'en réaliser les contrôles périodiques,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite du 30 juin 2025, que la liste des équipements sous pression présentée par la société Global Switch est incomplète car elle ne comprend pas la totalité des 400 bouteilles d'extinction d'INERGEN, en méconnaissance de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite précitée, que la liste des équipements sous pression présentée par la société Global Switch est incomplète car elle ne comprend pas les armoires de climatisation, en méconnaissance de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité,

Considérant que l'inspection des installations classées, a constaté, lors de la visite précitée, qu'en méconnaissance de l'article 15.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité, la société Global Switch n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation :

- du dernier contrôle périodique concernant le groupe froid CARRIER 09RX2100FA-205V-FF mis en service en 2000,
- des contrôles périodiques réglementaires concernant ses armoires de climatisation,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite précitée, qu'en méconnaissance de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité, la société Global Switch n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation des contrôles périodiques de ses armoires de climatisation et de ses groupes froids,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite précitée, qu'en méconnaissance de l'article 18.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité, la société Global Switch n'a pas été en mesure de justifier de la requalification périodique :

- du groupe froid CARRIER 09RX2100FA-205V-FF mis en service en 2000,
- des 8 groupes froids mis en service en 2011,
- des réservoirs permettant d'armer les 4 groupes électrogènes W3319, W3321, W3322 et W3324 mis en service en 2000,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne fournissait pas de compte-rendu de requalification périodique, son tableau, transmis après la visite précitée et listant des échéances de requalification périodique de ses équipements, ne faisant pas foi,

Considérant que le non respect des dispositions des articles 6.III, 15.I, 17, 18.I et 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité constitue des non-conformités notables,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société Global Switch (SIRET 424 224 897 00027) représentée par son président, pour son établissement situé 7-9, rue Petit à Clichy la-Garenne, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2 à 6 du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La société Global Switch est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre précité.

Elle doit prendre les mesures nécessaires afin de consolider une liste à jour comprenant la totalité des armoires de climatisation et des bouteilles d'extinction qu'elle exploite.

ARTICLE 3 :

La société Global Switch est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 15.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité.

- elle doit fournir la copie du dernier contrôle périodique réalisé sur ses équipements sous pression, le groupe froid mis en service en 2000 en particulier,
- elle doit prendre les mesures nécessaires afin de faire réaliser, par un organisme habilité, les contrôles périodiques réglementaires de ses armoires de climatisation.

ARTICLE 4 :

La société Global Switch est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité.

Elle doit fournir un compte-rendu d'inspection périodique pour :

- les armoires de climatisation,
- les huit groupes froids mis en service en 2011 et le groupe froid mis en service en 2000 dans le bâtiment Paris Ouest.

ARTICLE 5 :

La société Global Switch est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 18.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité.

Elle doit fournir les comptes-rendus de requalification périodique de ses équipements sous pression.

ARTICLE 6 :

La société Global Switch est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité.

Elle doit fournir le compte-rendu de requalification périodique pour :

- le groupe froid CARRIER de 98 kg de R134 A de n° 09RX2100FA-205V-FF, mis en service en 2011 dans le bâtiment Paris Ouest,
- les 8 groupes froids mis en service en 2000,
- les réservoirs permettant d'armer les groupes électrogènes W3319, W3321, W3322 et W3324, mis en service en 2000.

ARTICLE 7 :

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté dans les délais imposés, et indépendamment des poursuites pénales éventuellement engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 8 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 9 : Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société Global Switch.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 10 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Clichy-la Garenne, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général



Pascal GAUCI